L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 | payable d'avance
JOURNAL PUBLIÉ PAR SEMAINE, $10 | payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 19 MAI 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

VIRGINIE ET NEW-YORK.

L'extradition d'un criminel fugitif, demandée récemment par l'Etat de New-York et accordée par l'Etat de la Virginie, a motivé une correspondance entre les chefs du pouvoir exécutif de ces deux Etats, où les griefs antérieurs de la Virginie contre New-York sont reproduits et discutés de nouveau. Mais avant de faire connaître les traits principaux de cette polémique, d'autant plus intéressante pour nous qu'elle affecte directement les intérêts du Sud, nous croyons devoir rappeler sommairement les faits qui y ont donné lieu.

En 1839 un esclave s'échappa de Richmond sur un bâtiment allant à New York et trois individus, employés à bord de ce bâtiment, accusés d'avoir aidé et facilité cette évasion, furent réclamés par le chef du pouvoir exécutif de la Virginie auprès du gouvernement de New York, comme criminels d'après les lois de la Virginie. L'extradition fut refusée sous divers prétextes. Dernièrement un individu accusé de faux par l'Etat de New York s'était réfugié dans l'Etat de la Virginie, le chef du pouvoir exécutif de New York réclama son extradition. Le gouverneur de la Virginie pensa qu'il devait opposer au gouverneur de N. York déni de justice pour déni de justice et refuser l'extradition parce qu'on la lui avait refusée. Mais la législature de la Virginie qui se trouvait alors en session ne crut pas digne de l'Etat d'user de représailles et décida que l'extradition demandée serait accordée aux termes de la Constitution, même à un Etat qui le lui refusant au mépris de la Constitution. En conséquence le chef de l'exécutif de la Virginie a annoncé au gouverneur de New York qu'il lui accordait l'extradition demandée et qu'il espérait que l'Etat de New-York ne s'obstinerait pas à refuser celle qu'on lui avait inutilement demandée jusque là. Le gouverneur de New York, cependant, a persisté dans son refus.

Considérée sous le rapport de la forme cette correspondance est irréprochable de part et d'autres, surtout par la convenance et la modération du langage dans la stricte toute similitude; car autant le langage de la Virginie est rationel, autant celui de New York est sophistique.

"La demande que vous nous avez adressée, dit le gouverneur de la Virginie, est en bonne forme et il résulte de pièces régulières que le fugitif a commis un acte qualifié crime par les lois de votre Etat. Il paraît aussi l'obligation que m'impose impérieusement la Constitution, de livrer les lois, lorsqu'elles exigent un gouvernement de chaque Etat, d'accorder cet instrument de tout fugitif de justice sur la demande du gouverneur de l'Etat où le crime a été commis, je n'hésiterai pas à vous accorder votre demande.

"Mais ce qui s'est passé en conséquence de cette demande, m'impose le devoir d'exprimer à Votre Excellence le profond regret qu'a fait éprouver à ce département la condamnation par votre Cour suprême de New-York relativement à une demande analogue faite par le gouverneur de cet Etat à celui de New-York le 25 juin 1839."

Le gouverneur de New-York, dans sa réponse, ne se borne pas à dire que l'affidavit en vertu duquel la accusée de la Virginie étaient poursuivis avait été trouvé insuffisant et imparfait et que ces accusés, libérés alors sur un writ d'*habeas corpus*, n'étaient plus depuis longtemps au pouvoir de l'exécutif; ce qui aurait cependant pû être considéré comme une excuse valable; il discute le fond même de la question et va jusqu'à avancer "que l'extradition ne saurait être accordée par ce que le crime dont on accuse les fugitifs n'a pas un cri ou d'après les lois de N.-w-York." Or, ce te doctrine est inconstitutionnelle, clairement inconstitutionnelle et insoutenable.

La Constitution des Etats-Unis porte, article IV, section II; "Toute personne, accusée dans un état de trahison, félonie ou autre crime, qui échappera à la justice et sera trouvée dans un autre Etat, sera, sur demande du pouvoir exécutif de l'Etat d'où elle s'a fui, livrée et reconduite dans l'Etat devant connaître du crime."

"Nulle personne soumise à un travail ou service dans un Etat, d'après les lois de cet Etat, et qui s'échappera dans un autre Etat, ne pourra être en conséquence des lois et réglemens de l'Etat où elle cherchera asile, un refuge, être dispensée de son travail et de son service; mais sera remise sur la demande de la partie ayant droit à ce travail ou à ce service."

Comme on voit, il n'y a là rien d'équivoque, rien de dubitatif. Tout individu qui est accusé dans un Etat en vertu des lois de cet Etat et qui cherche à échapper à la justice en se réfugiant dans un autre Etat est sujet à extradition sur la simple demande de l'Etat où le crime dont il est accusé a été commis.

Donc, en principe, l'Etat de New York n'a pû refuser l'extradition des individus accusés par l'Etat de la Virginie d'après les lois de la Virginie sans violer la Constitution des Etats-Unis.

Mais, dit le gouverneur de New York, le crime dont un accusé ou individu n'est pas crime d'après les lois de l'Etat de New York! Et qui jugera? Il ne s'agit point ici des lois de New-York. Il s'agit d'une loi qui domine toutes les autres lois d'une loi qui domine les lois de la Virginie comme celles de New-York: La Constitution des Etats-Unis.

La demande de la Virginie a été faite en vertu des dispositions de la Constitution des Etats-Unis et New-York ne peut la repousser en principe sans commettre une violation flagrante de la Constitution.

Nous espérons donc que le gouvernement de New-York reviendra sur sa détermination. Cette question n'est pas de celles qui peuvent être résolues par transaction; car on ne transige pas avec le droit. La Constitution en vertu de laquelle l'Union existe a garanti à la population de certains Etats des droits de propriété particuliers et la libre exercice de ces droits. Par conséquent tout acte qui, au mépris de la foi jurée, serait de nature à porter atteinte à la existence des contracts tendrait directement et par cela seul à une séparation violente et à la ruine de la république. C'est la Constitution des Etats-Unis qui forme le lien d'union et l'ancre de salut de la puissante Confédération Anglo-Américaine.

INCENDIE.—Le feu a pris hier matin entre neuf et dix heures dans une maison en bois de la rue Hevia en face du cimetière protestant. Les flammes se sont rapidement communiquées aux batimens environnans et malgré les prompts secours qui ont été prodigués quatre maisons ont brulé.

On dit qu'un individu soupçonné d'avoir mis le feu a été arrêté dans le voisinage.

PRIX DU PAIN.

Les boulangers doivent donner cette semaine 40 onces de pain pour 10 cents. Les pains de seconde qualité, ou de 3 pour 10 cents devront peser 50 onces.

INCENDIE A NEW-YORK.

Il y a eu dans la nuit du 7 au 8 un grand incendie à New-York. Le feu a pris dans Pearl street 148, et s'est rapidement communiqué aux batimens voisins. Les maisons No. 150, 148, 146, 144, 142 et 140 ont plus ou moins souffert ainsi que les maisons Nos. 112 et 114 Water St.

La perte est évaluée à trois cent cinquante mille piastres et l'assurance ne couvre pas plus de deux cent soixante quinze. Voici un état que donne le Journal de Commerce:

	Perte	Assurance.
Richards, Bassett & Aborn, march. sèches,	$35,000	$25,000
Samuel Crothrn, laces &c.	90,000	65,000
Lewis Wiley,	5,000	5,000
F. Cottinet, march. sèches,	40,000	40,000
Booth & Tuttle, march. sèch.	25,000	25,000
N. W. Sandford, chaussures,	10,000	en partie sas
P. Sinclair & Co. mar. sèch.	15,000	15,000
Adalbrad & Co. march sèch.	40,000	40,000
H. B. Howard, march. sèch.	40,000	40,000
Wm. Rust, drogues,	5,000	3,000
Durand & Co.	15,000	inconnu.
Cinq magasins,	35,000	inconnu.
	$355,000	$256,000

FLORIDE.—Le *Florida Journal* d'Apalachicola du 8 courant, renferme de nouvelles réflexions sur la résistance artendue du commerce de cette ville. Nos marchands, dit-il, ne se battent contre une circulation dépréciée. Les fonds du Nord ne sont pas seulement rares, mais le taux élevé auquel on peut se les procurer, impose à nos marchands des sacrifices ruineux. Les banques de la Floride sont dans une position si désastreuse qu'elles ne peuvent fournir à la circulation, si bonne que nous nous en étions obligé durant la saison qui vient de s'écouler, d'avoir recours aux banques de la Georgie et surtout à celles de Columbus dont les billets, perdent vingt pour cent à l'échange contre des espèces. Cette situation n'est elle pas intolérable. Une circulation aussi mauvaise paralyse les efforts de nos citoyens. Ne faudrait-il pas chercher enfin à sortir de cet état?... Quelle que soit la diversité d'opinion parmi nous au sujet des banques comme elles existent maintenant, nous sommes certains que tout le monde s'accorderait pour reconnaître l'utilité d'une banque bien organisée et placée sous le contrôle de nos marchands."

EXTERIEUR.

EUROPE.

Nous trouvons dans les journaux qui nous arrivent aujourd'hui, quelques paragraphes qui ne sont pas dépourvus d'intérêt.

FRANCE.—M. Guizot, comme ministre des affaires étrangères, a envoyé 10,000 francs pour venir au secours des familles Mauvaises qui ont souffert dans la dernière guerre de Syrie. L'Univers fait observer que "cette donation et la forme adoptée récemment par M. de Pontois, ont produit un excellent effet dans le Liban et raniné les sympathies pour la France qui s'étaient singulièrement refroidies."

—Le Courrier Français a dirigé de vigoureuses attaques contre le Maréchal Soult à l'occasion d'une demande de 80,000 francs de crédit annuel pour faire face aux dépenses de réception auxquelles l'obligé, dit-il, la présidence du Conseil. Le Maréchal recevait déjà 200,000 francs comme ministre de la guerre, 80,000 francs comme maréchal de France et 16,000 francs comme Grand Croix de la Légion d'honneur, et cependant on lui a encore accordé les 80,000 francs de frais de réception: il touche annuellement 170,000 francs. Et le Maréchal Soult pauvre, indépendamment de ce magnifique traitement, une fortune personnelle de plusieurs millions de francs!

—M. Stockmar, l'un des plus riches habitans de Cobourg, a fait don au gouvernement français de la proposition d'envoyer en Algérie, sur ses propres frais de Bone, une colonie de 2000 agriculteurs. Le gouvernement a favorablement accueilli cette proposition.

—Cinq navires sont partis de Calais la semaine dernière pour la pêche de la morue sur les côtes de Terre-Neuve. Soixante-quatre sont partis Dunkerque, y se pour la même destination: ils jaugent ensemble 6750 tonneaux et comptent 910 h mmes d'équipage.

SUISSE.—Les journaux suisses annoncent qu'un nombre considérable d'habitans de la vallée de Chamounix qui jouissent déjà dans leur pays d'une certaine aisance, s'occupent à vendre leurs propriétés avec l'intention d'émigrer en Amérique. Les uns se rendront à New York, les autres en Louisiane, où beaucoup de leurs compatriotes ont déjà réussi à créer d'assez bons établissemens.

BELGIQUE.—Le système de "penny-post age," légèrement modifié, est sur le point d'être introduit en Belgique. On adoptera un droit uniforme de 5 centimes (4 sols) sur toutes les lettres de l'intérieur excepté celles qui en ce moment ne se paient que 1 cent; on pourrait payer à l'avance au moyen de bandes imprimées, ou accorderait aussi une augmentation de poids pour les dépêches et l'on réduirait proportionnellement le transport des paquets par le service des postes. Ce plan finira par être adopté en France et sans doute dans toute l'Europe.

TURQUIE.—La révolution ministérielle qu'on prévoyait depuis longtemps à Constantinople, a eu lieu dans les derniers jours de mars. Reschid Pacha ministre des affaires étrangères, a été remplacé par Rifaat B y, naguère ambassadeur de la Porte à la Cour de Vienne. Rifaat Bey a été en même temps promu à la dignité de Pacha. Le ministre du commerce, Fehi Achmet Pacha, a pour successeur le capitan Pacha, Said Pacha, beau frère du Sultan. Tahir Pacha l'a remplacé dans le poste de Capitan Pacha.

AFFAIRES DE CHINE. Voici les réflexions que le *National* fait, à l'occasion des dernières nouvelles :

"La clause la plus importante de nouveau traité est celle qui stipule la cession de l'île de Hong Kong à la Grande Bretagne. L'Angleterre obtient ainsi ses rêves de deux siècles. En 1769, après plusieurs tentatives inutiles dans les mers de la Chine, elle établit une factorerie à Formose. Elle essaya alors d'enlever Macao aux Portugais et de créer un établissement dans l'île d'Amoy; mais ce projet échoua. L'autorisation d'établir une factorerie à Canton, obtenue dès 1662, ne la satisfaisait pas, ainsi que nous l'avons dit, de traiter à Pekin afin d'obtenir la permission de s'installer plus solidement sur le territoire de l'Empire Chinois. En 1755 les Anglais parurent à Ningpo et dans le cours du même siècle, ils mirent le pied sur le sol de Tchou Chan (Chusan); mais ils furent bientôt forcés d'abandonner ces deux points. Depuis lors, toutes efforts restèrent infructueux jusqu'à ce que, ni où, s'appelèrent à leur aide l'opium, et maintenant ils ont atteint leur but. Hong-Kong ou pour parler plus correctement l'Archipel de Hong-Kong, est situé dans la baie de Canton, en face de la rivière de ce nom, à trois myriamètres environ, c'est-à-dire vingt milles anglais, à l'Est de Macao. Ce groupe occupe un si petit espace dans l'Empire Chinois qu'il ne se trouve indiqué que sur les grandes cartes et que les plus grandes lignes celles y sont mentionnées. La plus grande des deux îles qui donne son nom à tout l'Archipel, n'a que deux myriamètres dans sa plus grande longueur et un myriamètre et demi dans sa plus grande largeur. Ces îles sont stériles et à peine habitées, leur position constitue toute leur importance. Les Anglais ne sont pas les premiers à apprécier les avantages qu'elles offrent pour le point de vue militaire et commercial. Elles ont longtemps été de retraite aux contrebandiers et aux pirates. Et l'on peut comprendre sans peine l'importance d'une semblable acquisition. A l'avenir les Anglais ne seront plus forcés de mettre leurs navires sous la protection des canons Portugais. Dont en restant nominalement dans les limites de la domination Chinoise, ils n'en seront pas moins parfaitement chez eux: c'est là tout ce qu'ils demandaient. En 1611, ils obtinrent du Grand Mogol la liberté de fonder un établissement à Surate. Cette leur servit de point d'appui pour la conquête de l'Inde, et les empereurs de Delhi apprirent bientôt à leurs frais et dépens que céder un pouce de terre aux Anglais, c'est leur fournir les moyens de voler tout un royaume. Ce que les Anglais ont fait sur les bords du Gange, ils le feront sur les côtes de la Chine. Ils savent, pour nous servir des expressions de lord Napier, qu'ils ont affaire à un peuple qui ne possède aucun moyen de défense, et ils profiteront de la première occasion favorable pour jeter le masque. Eu attendant ils continueront à gagner du terrain et de la puissance, d'après leur louable coutume, jusqu'à ce que, un beau jour, la colère de l'Empereur éclate et comme lieu à une nouvelle guerre et à de nouvelles concessions de la part des Chinois. C'est là l'histoire de toutes les invasions anglaises."

VARIÉTÉS.

LE TYRAN D'UNE JEUNE FILLE.

I.

UNE ROMANCE PERDUE.

Vers la fin d'un beau matin de juillet, une calèche attelée de deux chevaux de poste et venant de Bourbonne-les-Baine, descendait la montagne qui domine Pontières de ce côté. Le voyageur qu'entraînait cette voiture regrettait d'un œil indifférent et précoce qu'il eut acheté quelques années plus tôt, la belle matinée de juillet. Il était avec une douloureuse distraction le bel horizon des Vosges, qui se montrait au loin comme un océan de montagnes, les riantes allées de sorbiers qui bordent le descente à la ville, et les lointains coteaux boisés qui servent de parc à l'étroite et charmante vallée où il avait désiré de se reposer quelques jours.

Ce voyageur pouvait avoir un peu plus de trente ans. Ses yeux annonçaient moins, son front davantage.

Frédéric de Warens était accablé par une double idée. Dans la mort d'une sœur et la destruction instantanée d'un attachement sérieux, qui lui semblait avoir fait à jamais une vie livrée avec imprudence, légèreté peut-être, mais avec sincérité, aux orages de la plus noble des passions humaines: l'amour.

Un jeune ami qu'il avait rencontré sur le boulevart Tortoni, lui avait dit: "Fr déric, ne restez donc pas là, vous vous tuerez! Ce que vous allez faire, voyez-vous, c'est de vous mettre dans votre calèche, et de aire au postilion: Au galop, et où tu voudras!"

Le lendemain, la calèch était attelée à sept heures du matin et Frédéric avait dit en y montant nonchalamment: Où tu voudras." Le postillon, qui ne savait pas le nom de ce relais, se fit répéter. Ne comprenant pas mieux, il demanda quelle route c'était? "Imbécille! dit un cocher qui commençait à panser ses chevaux: route de Charenton." Le postillon l'avait regard de l'air d'un homme dont l'intelligence s'ouvre tout à coup, et qui s'admire lui-même d'une telle découverte. "Le voyageur? Et il avait passé d'un temps de galop au calèche à Charenton. De là, Frédéric avait été conduit à Bourbonne-les-Baine, où la tristesse du lieu avait fait lui faire perdre l'espèce de gaîté qu'il conservait encore. Plombières, lui parut plus triste, on moins désolé.

Son dégoût était poussé encore là, avec lui, triste, silencieux et accablant compagnon de voyage. On l'installa dans une chambre mansarde, la seule qui fût libre dans toute la ville, tant le nombre des sinés et des malades était considérable. Le lendemain, un des promeneurs des Thermes trouva près d'une source la romance qu'on va lire, et dont il donna communication à un quotidien alsacien de Colmar, réunion après le dejeuner dans le salon des eaux.

A voyager, on se console...
N'en croyez rien,
On n'est, lorsque l'amour s'envole,
Nulle part bien;
Car on redit, l'âme navrée
De désespoir:
Au monde il n'est pas de contrée
Où la revoir.

Que l'on parte ou que l'on arrive
On a toujours
L'âme excitable et plaintive
En ses discours.
Du monde, on sent son cœur de glace
Se retirer;
Un parfum qui dans les airs passe,
Nous fait pleurer.

A voir les torrens sous l'ombrage
De l'autre vert;
A voir le calme, après l'orage,
Embaumer l'air,
A contempler, dans la nuit pure,
Les astres d'or,
Tenez, on est je vous assure
Plus triste encor.

Entre vous deux;
Cherchez bien pour le nouveau Monde,
De nouveaux cieux;
Vous traînerez de votre chaîne
Le triste sein;
Si bien que vous allez, la peine
Ira plus loin.

—C'est un poète, dit M. Mérino, très beau préfet de la restauration.

—Un amoureux, dit un agent de change.

—Nous allons rire, ajouta un lieutenant colonel en congé en frisant le bout de son épaisse moustache blonde.

—Ce n'est aucun de vous, messieurs, assurément, dit la comtesse de Trévannes.

—Pourquoi pas? reprit le préfet; d'abord nous sommes bons amoureux de vous; et des vers! ma foi qui n'en fera pas de pareils quand il voudra.

—Ah! je vous en demande, monsieur le préfet!

—Moi aussi!

—Moi aussi! L'éche semblait se multiplier avec accompagnement de rires assez naïfs.

—Sauf mon Dieu! vous en aurez, fallût-il les commander à l'auteur.

—Vous le connaissez donc?

—Je suppose que c'est le voyageur solitaire et sentimental, arrivé hier au soir dans la calèche bronze.

—Si ces vers vont aux à cette figure jaune-romantique. Je l'ai rencontré d'ailleurs ce matin dans le sentier où l'on rencontre cette romance. Le costume et la pose de la tête étaient du Werther à la veille du dénénagement....

—Pourtez-vous rire ainsi, monsieur le baron, dit Mme de Trévannes, de quelqu'un qui souffre.... d'un malade peut-être!

—Cela ne fait pas honneur aux eaux administratif, ajouta une dame demi-sentimentale.

—Ceux-là sont si bien administrés, dit la comtesse, aucun désordre, aucun abus.... une passion et une peur feront ne pourraient guère marcher ensemble....

—Pourquoi donc pas, madame la comtesse? répondit l'administrateur, j'ai vu des maires, des préfets, des ministres même, très amoureux!....

—Ah! monsieur le baron, de leur préfecture ou de leur ministère apparemment!....

II.

LA MERE ET LA FILLE.

Dans ce moment on annonçait, à la réunion des eaux, Mme et Mlle de Champ-Rosé.

Il s'opéra un mouvement d'empressement très flatteur de la part de la petite assemblée. Le portrait de ces deux femmes est bientôt fait.

Mme Barbade de Champ-Rosé était la meilleure et la plus aimable femme du monde. Elle avait commencé comme cela de l'ancienne dialecte des Vaudevilles; il est vrai que ce rôle était encore plus vulgaire que ses figures et que ses manières. Elle était aussi large que longue. Ses bonnets avaient beau être recouverts de dentelles de Malines ou de point d'Angleterre, c'était toujours des cotillons.

Quant à sa conversation, elle ne parvenait jamais à s'élever au-dessus des besoins du ménage: d'abord extrêmement inventive à la provision de beurre ou de confitures. Mme de Champ-Rosé était veuve; elle avait bien été mariée à un homme qui n'en savait guère une autre. Son jeune, quelque avant fort peu pleuré son mari ou tout autre personne ou toute autre chose. n'en étaient